

## La situation économique de la Russie des Soviets

1er décembre 1922

*Publié en brochure «La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale»  
(Librairie de l'Humanité, 1923).*

1. – Les voies du développement économique de la Russie des Soviets doivent être appréciées et comprises par les ouvriers conscients du monde entier, aussi bien du point de vue des destinées de la première république ouvrière du monde, de sa solidité, de sa stabilité, de l'augmentation de sa prospérité, de ses progrès vers le socialisme, que du point de vue des enseignements et des déductions qui découlent de l'expérience russe pour le travail économique positif du prolétariat des autres pays, une fois le pouvoir politique conquis par lui.
2. – Les méthodes de la vitesse de l'édification économique du prolétariat vainqueur sont déterminées :
  - a) Par le niveau du développement des forces productrices dans l'ensemble de l'économie et dans chacune de ses branches et surtout dans la relation entre l'industrie et l'économie paysanne ;
  - b) Par le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, en tant que classe dirigeante ;
  - c) Par la situation politique découlant de la conquête du pouvoir par le prolétariat (résistance des classes bourgeoises renversées, attitude de la petite bourgeoisie et des paysans, amplitude et caractère plus ou moins dévastateur de la guerre civile, interventions militaires extérieures, etc.).

Il va de soi que plus sont élevés le niveau des forces productrices du pays et le niveau de culture et d'organisation du prolétariat, plus est faible la résistance des classes renversées, et plus est égale, systématique, rapide et couronnée de succès la transformation par le prolétariat vainqueur de l'économie capitaliste en économie socialiste.

Par suite d'une combinaison originale de conditions historiques, le premier pays entré dans la voie du socialisme a été la Russie économiquement retardataire quoique possédant une industrie hautement centralisée dans ses branches principales, pays dont les masses paysannes et ouvrières étaient arriérées au point de vue de la culture et de l'organisation, quoique possédant une avant-garde prolétarienne, douée de hautes qualités politiques révolutionnaires.

Ces contradictions dans la structure économique sociale et politique de la Russie et le fait que la République des Soviets, dès le premier jour de son existence, est restée et reste encore dans un encerclement capitaliste, déterminent les destinées de l'édification économique du gouvernement ouvrier et paysan, les détours de cette édification et le sens de la « Nouvelle politique économique » actuelle.

3. – L'expropriation totale non seulement de la grosse et de la moyenne, mais aussi de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, était une mesure non pas économiquement rationnelle, mais politiquement nécessaire. Vu la continuation de la domination capitaliste sur l'ensemble du monde, la bourgeoisie russe, non seulement la grosse, mais aussi la petite, ne voulait pas croire à la stabilité de l'Etat ouvrier et servait de réservoir à la contre-révolution agrarienne et bourgeoise. Dans ces conditions, on ne pouvait briser la résistance de la contre-révolution et sauvegarder le pouvoir des Soviets que par une expropriation totale de la bourgeoisie et des riches paysans. C'est seulement cette politique décidée et sans merci qui, plaçant la masse oscillante des paysans devant la nécessité de choisir entre la restauration de la grosse propriété foncière d'une part et l'Etat ouvrier d'autre part, a assuré la victoire à ce dernier.
4. – L'Etat ouvrier s'est trouvé par conséquent, dès ses premiers pas, posséder toutes les entreprises industrielles, même les plus petites. La corrélation interne des diverses branches d'industries ; y compris en premier lieu les branches essentielles, avait déjà été complètement violée et défigurée par la réorganisation de l'industrie pendant la guerre et pour la guerre. Le personnel directeur de l'appareil administratif économique était soit parmi les émigrés, soit dans les troupes blanches ou bien, au service des Soviets, en train de saboter.

La conquête et la conservation du pouvoir par la classe ouvrière fut achevée au prix de la destruction rapide et impitoyable de tout l'appareil bourgeois d'administration économique, du haut en bas, dans chaque entreprise séparément et dans tout le pays à la fois.

Voilà les conditions dans lesquelles s'est formé ce qu'on a appelé « le communisme de guerre ».

5. – La préoccupation la plus urgente du nouveau régime était de ravitailler les villes et l'armée. Déjà, la guerre impérialiste avait fait abolir le commerce libre des blés et adopter le système du monopole. Ayant détruit, sous la pression des nécessités de la guerre civile, toutes les organisations du capital commercial, l'Etat ouvrier ne pouvait naturellement pas commencer par remettre en vigueur la liberté du commerce des blés. Il fut obligé de remplacer l'appareil commercial détruit par un appareil d'Etat basé sur l'enlèvement forcé de l'excédent des exploitations paysannes.

La répartition des vivres et autres produits de consommation prit la forme d'une ration d'Etat égalisée presque indépendamment de la qualification et du rendement du travail. Ce « communisme » fut avec raison appelé « communisme de guerre », non seulement parce qu'il remplaçait les méthodes économiques, mais aussi parce qu'il servait au premier chef des buts militaires. Dans les conditions qui s'étaient créées, il ne s'agissait pas d'assurer le développement systématique de l'économie, mais bien le ravitaillement des armées et de sauver de la mort par la famine la classe ouvrière. Le communisme de guerre, c'est le régime d'une forteresse assiégée.

6. – Dans le domaine industriel, on créa, basé sur les syndicats et avec leur aide, un grossier appareil centralisé, dont le but immédiat consistait à extraire de l'industrie définitivement désorganisée par la guerre, la révolution et le sabotage, ne fût-ce qu'un minimum des produits nécessaires avant tout pour la continuation de la guerre civile. On obtenait une apparence

d'unité de plan en n'employant qu'une partie infime des forces de production existantes.

7. – Si la victoire du prolétariat russe avait été rapidement suivie de la victoire du prolétariat occidental, cela aurait non seulement extrêmement réduit la guerre civile en Russie, mais encore ouvert au prolétariat russe de nouvelles possibilités d'organisation et de technique, en établissant un lien indissoluble entre l'économie de la Russie des Soviets et l'économie plus développée des autres pays prolétariens. Dans ce cas, le passage du « communisme de guerre » au socialisme authentique se serait opéré sans aucun doute dans un délai plus bref et sans les secousses et les reculs que la Russie prolétarienne a eu à traverser par suite de son isolement cinq ans durant.
8. – La retraite économique, ou mieux la retraite politique sur le front économique, devint tout à fait inévitable dès qu'il apparut nettement que la Russie des Soviets devait construire son économie par ses propres moyens, par ses seules forces techniques et organisatrices, dans le courant de la période plus ou moins longue que nécessiterait la préparation du prolétariat occidental à la conquête du pouvoir.

Les événements contre-révolutionnaires de février 1921 montrèrent l'urgence d'une adaptation plus complète des méthodes économiques de l'édification socialiste aux besoins de la classe paysanne. Les journées révolutionnaires de mars 1921 en Allemagne montrèrent l'urgence d'une « retraite » politique dans le sens d'une lutte préparatoire pour la prise du pouvoir par la majorité de la classe ouvrière. Ces deux retraites, dont les dates coïncident, sont, comme il a été dit plus haut, en étroite corrélation. Ce sont, si l'on veut, des retraites, dans ce sens conventionnel qu'ici et là avait apparu avec une entière netteté la nécessité de passer par une certaine période préparatoire, de nouvelle orientation économique en Russie, de lutte pour les revendications transitoires et pour le front unique en Occident.

9. – L'Etat soviétique passa des méthodes du communisme de guerre à celles du marché. Il remplaça l'enlèvement de l'excédent par l'impôt en nature, en permettant aux paysans de vendre en toute liberté leurs excédents sur le marché ; la circulation monétaire fut reconstituée et des mesures prises pour stabiliser le rouble, les entreprises de l'industrie d'Etat furent placées sur le pied commercial et les salaires furent mis en rapport avec la qualification et le rendement ; un grand nombre de petites et moyennes entreprises industrielles furent louées à la ferme à des entrepreneurs privés. La renaissance du marché, de ses méthodes et de ses institutions constitue précisément l'essence de la « Nouvelle Politique Economique ».
10. – Après cinq ans d'existence de la République des Soviets, son économie peut être, *grosso modo*, caractérisée comme suit :

a) Toutes les terres appartiennent à l'Etat, près de 95 % des terres labourables se trouvent en la jouissance économique des paysans, qui versent à l'Etat un impôt en nature se montant cette année à plus de 300 millions de pouds de seigle, sur une récolte qui s'est élevée à près des trois quarts de la moyenne des récoltes d'avant-guerre ;

b) Tout le réseau des voies ferrées (plus de 63.000 kilomètres) est propriété de l'Etat. Avec plus de 800.000 employés et ouvriers, il fournit actuellement le tiers environ du travail qu'il

fournissait avant la guerre ;

c) Toutes les entreprises industrielles appartiennent à l'Etat. Les plus importantes de ces entreprises, au nombre de plus de 4.000, avec près d'un million d'ouvriers, sont exploitées par l'Etat à son propre compte. Près de 4.000 entreprises de deuxième et de troisième ordre, avec environ 80.000 ouvriers, sont louées à ferme. Les entreprises d'Etat emploient en moyenne 207 ouvriers chacune. Les entreprises affermées, 17 ouvriers. Toutefois, près d'une moitié seulement des entreprises affermées se trouvent entre les mains d'entrepreneurs privés. L'autre moitié est louée par diverses institutions d'Etat et par des coopératives ;

d) Le capital privé se forme et opère aujourd'hui principalement dans le commerce. D'après des évaluations très approximatives et incertaines, le capital privé possède près de 30 % de la circulation commerciale, les autres 70 % sont formés par des sommes appartenant à des organes de l'Etat et à la coopération, qui est étroitement liée à l'Etat ;

e) Le commerce extérieur, qui se monte cette année au quart du commerce extérieur d'avant-guerre en ce qui concerne l'importation et à 1/20 en ce qui concerne l'exportation, est concentré en son entier entre les mains de l'Etat.

11. – Le communisme de guerre, avec son système très grossier de recensement et de répartition, est remplacé, sous le régime de la nouvelle politique, par les méthodes du marché : achat et vente, calculation commerciale, concurrence. Mais, sur ce marché, l'Etat ouvrier assume le rôle d'un propriétaire, d'un acheteur et d'un vendeur plus puissant que tous les autres. En la possession immédiate de l'Etat ouvrier se trouve concentrée la majorité écrasante des forces productrices de l'industrie et des chemins de fer. L'activité des organes économiques de l'Etat est, de cette façon, contrôlée et, dans une large mesure, orientée par le marché. La rentabilité de telle ou telle entreprise est vérifiée par la concurrence et par le calcul commercial. La liaison entre l'agriculture et l'industrie, entre les campagnes et les villes, est réalisée par l'intermédiaire du marché.

12. – Toutefois, l'existence du marché libre entraîne forcément la formation d'un capital privé qui, d'abord, concurrence l'Etat dans le domaine commercial, mais tâche de s'infiltrer également dans la sphère industrielle. La guerre civile du prolétariat avec la bourgeoisie cède la place à la concurrence de l'industrie prolétarienne avec l'industrie bourgeoise. De même que, dans la guerre civile, la lutte était livrée dans une large mesure pour le concours politique de la classe paysanne, de même actuellement la lutte a pour objectif principal le marché paysan. Le prolétariat possède, dans cette lutte, d'énormes avantages : les forces productrices les plus hautement développées du pays et le pouvoir politique. La bourgeoisie a pour elle le savoir-faire et, jusqu'à un certain point, des attaches avec le capital étranger, en particulier celui de l'émigration.

13. – La politique fiscale de l'Etat ouvrier et la concentration entre ses mains de toutes les institutions de crédit, méritent une mention spéciale, car elles sont un facteur puissant qui assure l'avantage à l'économie étatique qui, de par ses tendances, est socialiste, sur le capitalisme privé. La politique fiscale permet d'appliquer à l'économie de l'Etat une portion sans cesse croissante des revenus du capitalisme privé, et cela non seulement dans le domaine de

l'agriculture (impôt en nature), mais aussi dans celui du commerce et de l'industrie. Ainsi donc, le capital privé lui aussi (concessions) devient, sous la dictature du prolétariat, un tributaire de l'accumulation socialiste primitive.

D'un autre côté, le crédit commercial et industriel, concentré entre les mains de l'Etat, alimente, comme en témoignent les données de ces derniers mois, pour 75 % les entreprises d'Etat, pour 20 % la coopération et pour 5 % au maximum des entreprises privées.

- 14.– Aussi, toutes les affirmations des social-démocrates concernant la « capitulation » de l'Etat soviétique devant le capitalisme sont-elles une défiguration évidente et grossière de la réalité. En fait, le gouvernement des Soviet est entré dans la voie économique qui aurait sans doute été la sienne dès 1918-19 si les nécessités inéluctables de la guerre civile ne l'avaient forcé à exproprier la bourgeoisie d'un seul coup, à détruire son appareil économique et à le remplacer à la hâte par l'appareil du communisme de guerre.
- 15.– Le principal résultat politique et économique de la « N. E. P. », c'est la sérieuse et solide entente avec la classe paysanne, pour laquelle le libre accès au marché a servi d'impulsion à l'élargissement et à l'intensification de son économie. L'expérience de cette dernière année, et en particulier l'extension des semences d'automne, nous donnent lieu d'espérer à l'avenir une amélioration systématique de l'économie rurale. Ainsi se crée non seulement un fonds de ravitaillement pour le développement industriel de la Russie, mais encore un fonds de marchandises d'une extrême importance pour le commerce extérieur. Dorénavant, le blé russe va paraître sur le marché européen en quantité toujours croissante. L'importance de ce facteur pour la révolution socialiste en Occident est facile à comprendre.
- 16.– Les branches d'industrie qui travaillent directement pour la consommation et surtout pour le marché paysan, ont fait des progrès indubitables et très marqués dès la première année de la « N.E.P. ». L'industrie lourde est encore, il est vrai, dans une situation très pénible, mais ce retard, qui découle entièrement des conditions des dernières années, trouve son explication, en outre, dans les conditions qui accompagnent la reconstitution du système commercial : seuls les premiers progrès dans le domaine de l'agriculture et dans la sphère de l'industrie légère pourront donner le branle au développement régulier de la construction des machines, de la métallurgie et de l'industrie charbonnière qui, bien entendu, retiendront la plus grande attention de l'Etat. Ce dernier travaillera à l'extension de son économie, concentrera entre ses mains des fonds de roulement de plus en plus grands, puis, au moyen d'une accumulation étatique (accumulation socialiste primitive), renouvellera et accroîtra également le capital fondamental. Il n'y a absolument aucune raison de penser que l'accumulation capitaliste privée et que le capital privé sortiront victorieux de la lutte.
- 17.– Pour ce qui est du capital étranger (sociétés mixtes, concessions, etc.), son rôle sur le territoire de la Russie, indépendamment de sa politique expectative et extrêmement prudente, est déterminé par les considérations et le calcul de l'Etat ouvrier, qui n'accorde de concessions industrielles et ne conclut de conventions commerciales que pour autant qu'ils ne peuvent saper les fondements de son économie. Le monopole du commerce extérieur est, en ce sens, une des principales garanties du développement socialiste.

18.– Tout en ayant reporté son économie sur le pied commercial, l'Etat ouvrier ne renonce cependant pas, même pour la période la plus prochaine, à exécuter son plan économique. Le fait déjà que tout le réseau ferroviaire et la majorité écrasante des entreprises industrielles sont exploités immédiatement pour le compte de l'Etat et financés par ce dernier, rend inévitable la concomitance d'un contrôle d'Etat centralisé sur ces entreprises avec un contrôle automatique du marché. L'Etat concentre de plus en plus son attention sur l'industrie lourde et sur les transports, qui sont les fondements de l'économie, et adapte dans une large mesure à leurs exigences sa politique financière, fiscale, concessionnaire et douanière. Le plan économique de l'Etat, dans la période présente, ne vise pas utopiquement à remplacer par une prévoyance universelle le jeu spontané de l'offre et de la demande. Bien au contraire, en partant du marché comme forme fondamentale de répartition des richesses et de la réglementation de leur production, le plan économique actuel a pour but d'assurer aux entreprises d'Etat, par une combinaison de facteurs commerciaux, industriels, fiscaux et de crédit, la prépondérance maxima sur le marché, d'apporter dans les relations mutuelles de ces entreprises le maximum de prévoyance et d'uniformité pour, de cette façon, s'appuyant sur le marché, contribuer à le dominer au plus vite, avant tout dans les relations entre les entreprises d'Etat elles-mêmes.

19.– Faire participer les paysans à la réalisation du plan économique de l'Etat, c'est-à-dire du plan socialiste, voilà un problème encore plus compliqué, exigeant encore plus de temps. Organiquement, les voies en sont frayées par la coopération, contrôlées et dirigées par l'Etat et desservant les principaux besoins du paysan et de son exploitation. Economiquement, ce processus s'effectuera d'autant plus vite que sera plus grande la masse des produits que l'industrie de l'Etat pourra jeter dans les campagnes par l'intermédiaire de la coopération. Mais le triomphe complet de la socialisation de l'économie rurale ne pourra être atteint que par l'électrification, qui portera un coup salutaire à l'isolement barbare de la production paysanne. Aussi le plan d'électrification doit-il être une partie essentielle du plan général économique de l'Etat, et cette partie, augmentant constamment à mesure que s'accroissent les forces productrices de l'Etat soviétique, est destinée ultérieurement à acquérir une prépondérance de plus en plus grande, jusqu'à devenir la base de tout le plan d'économie socialiste.

20.– L'organisation de l'économie comporte une répartition régulière et rationnelle des forces et des moyens de production entre les diverses branches et les diverses entreprises et, en outre, un emploi raisonnable, c'est-à-dire économe, de ces forces et de ces moyens dans chaque entreprise. Le capitalisme obtenait ce résultat au moyen de l'offre et de la demande, de la concurrence, des périodes d'essor et de marasme.

Le socialisme obtiendra les mêmes résultats par une construction consciente de l'économie, d'abord nationale et ensuite universelle, considérée comme un seul et même tout, selon un plan commun, fondé sur les moyens de production existants et sur les exigences du moment, et qui devra tout embrasser en même temps être extrêmement souple. Ce plan ne peut être fixé *a priori* ; il doit être élaboré conformément à l'héritage économique légué au prolétariat par le passé, par des modifications et des reconstructions systématiques de plus en plus décisives et hardies à mesure qu'augmente l'habileté économique du prolétariat et que se multiplie sa puissance technique.

21. – Il est bien évident qu'entre le régime capitaliste et le socialisme définitif doit inévitablement s'intercaler une longue époque au cours de laquelle le prolétariat, utilisant les méthodes et les formes d'organisation de la circulation capitaliste (monnaie, bourse, banques, calculation commerciale), étend de plus en plus son emprise sur la marché, le centralise, l'unifie et, de ce fait, en fin de compte, l'abolit et le remplace par un plan centralisé qui se trouve en dépendance de tout l'ancien développement économique et est la prémisse de l'économie ultérieure. C'est précisément sur cette voie que se trouve la République des Soviets, incomparablement plus près du point de départ que du but définitif. Seulement, le fait que l'Etat soviétique, après avoir été contraint par les circonstances au communisme de guerre, a été forcé jusqu'à un certain point par le retard de la révolution en Occident de reculer, bien plus pour la forme d'ailleurs que matériellement, ce qui fait assombrir le tableau et fournit aux adversaires petits-bourgeois de l'Etat ouvrier l'occasion de parler de sa capitulation devant le capitalisme. En fait, la Russie des Soviets évolue non point du socialisme au capitalisme, mais du capitalisme – momentanément comprimé par les méthodes du « capitalisme de guerre » – au socialisme.
22. – C'est faire preuve d'une inconsistance essentielle, d'une absolue ignorance historique, que d'affirmer que la déchéance des forces productives russes est un résultat de l'irrationalité des méthodes économiques socialistes ou communistes. En réalité, cette déchéance est avant tout un résultat de la guerre et ensuite un résultat de la révolution, avec la forme violente de guerre civile prolongée que la révolution a prise en Russie. La Grande Révolution Française, qui a posé les prémisses d'un puissant développement capitaliste de la France et de l'Europe a eu pour résultat immédiat une extrême dévastation de déchéance économique. Dix ans après le début de la Grande Révolution, la France était plus pauvre qu'à la veille de la Révolution. L'industrie de la République des Soviets a donné, au cours de la dernière année, le quart au plus de la moyenne de sa production d'avant-guerre, mais cela ne prouve aucunement l'inconsistance des méthodes socialistes, qui n'ont pas encore eu le temps de trouver application, cela prouve seulement la gravité de la désagrégation économique, inévitablement liée à la révolution même. Mais tant qu'existera une société humaine divisée en classes, elle achètera inévitablement chacun de ses grands pas en avant par des sacrifices matériels et des sacrifices de vies, qu'il s'agisse du passage de la féodalité au capitalisme ou d'une transition incomparablement plus grave : celle du capitalisme au socialisme.
23. – De tout ce qui a été dit plus haut, il suit que ce qu'on appelle en Russie la nouvelle politique économique est une phase inévitable de toute révolution prolétarienne. Dans la nouvelle politique économique, il faut distinguer deux éléments : a) le « recul » caractérisé plus haut, et b) le transfert par l'Etat prolétarien de son économie sur la base du marché et de toutes les méthodes, institutions et combinaisons liées au marché.
- a) Pour ce qui est du « recul », il faut dire que dans les autres pays il peut aussi être le résultat de causes purement politiques, c'est-à-dire de la nécessité qu'il y a, en pleine guerre civile, d'enlever à l'ennemi un nombre beaucoup plus grand d'entreprises que celui qui peut être économiquement organisé par le prolétariat. Les reculs partiels qui en découlent ne sont exclus pour aucun pays, mais sans doute ne porteront-ils pas dans les autres Etats le caractère de gravité qu'ils ont pris dans la Russie paysanne dans laquelle, autre facteur, la guerre civile ne s'est déployée véritablement qu'une fois le pouvoir pris par le prolétariat. Dès maintenant, on peut se dire avec assurance que dans la plupart des pays capitalistes le prolétariat ne viendra au pouvoir qu'au prix d'une guerre civile acharnée, opiniâtre et prolongée. Autrement dit, le

prolétariat occidental devra briser les principales forces ennemies avant la prise du pouvoir et non pas après sa conquête et dans tous les cas, la résistance militaire, politique et économique de la bourgeoisie s'affaiblira d'autant plus que sera plus grand le nombre des pays où le pouvoir sera passé aux mains du prolétariat. Or, cela revient à dire que la conquête militaire de l'industrie et le recul économique qui vient après joueront dans le reste du monde, selon toute vraisemblance, un rôle beaucoup moins important qu'en Russie ;

b) Quant à l'utilisation de méthodes et d'institutions créées par le capitalisme pour la réglementation de l'économie, tous les Etats bourgeois devront, dans une mesure plus ou moins grande, traverser cette étape sur la voie du capitalisme au socialisme. Autrement dit, chaque nouveau gouvernement ouvrier devra, après une destruction plus ou moins complète, mais inévitable au cours de la guerre civile, des organes économiques du capitalisme (bourses, banques, trusts, syndicats), relever ces organes, se les soumettre politiquement et, après les avoir organiquement liés à tout le mécanisme de la dictature prolétarienne, s'en emparer en créateur aux fins d'une reconstruction progressive, à l'aide de ces organes, de l'économie, sur des principes socialistes. Plus est grand le nombre des pays déjà soumis au pouvoir prolétarien, plus est puissant le prolétariat qui s'est emparé du pouvoir dans un pays, et plus est difficile l'émigration des capitaux et même des capitalistes, plus est restreint le terrain où peut s'exercer le sabotage des intellectuels, collaborateurs techniques et administratifs, plus est insignifiante par conséquent la destruction des richesses matérielles et de l'appareil d'organisation du capitalisme, et plus il est facile de les relever.

24.– La vitesse avec laquelle l'Etat ouvrier franchira cette étape où le socialisme en construction vit et se développe encore sous un tégument capitaliste, cette vitesse dépendra, comme il a été déjà dit plus haut, outre la conjonction militaire et politique, du niveau d'organisation et de culture de la classe ouvrière venue au pouvoir et du niveau et de l'état des forces productrices qui seront tombés entre ses mains. Il est tout à fait évident que plus ces deux niveaux seront élevés, et plus rapidement l'Etat ouvrier effectuera le passage à l'économie socialiste, puis au communisme intégral.

Léon Trotsky

Les présentes thèses sont un canevas du rapport présenté par moi au Quatrième Congrès de l'Internationale Communiste sur la situation économique de la Russie des Soviets et les perspectives de la Révolution mondiale. – Note de L.T.